

L'Anarcho-syndicaliste

N°23 – Le numéro : 4 € ttc

décembre 2024

« ... Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même ... » **Fernand Pelloutier - Lettre aux Anarchistes.**

Tout est en miettes

Bonne année bonne santé.

Cette année commence aussi bien que 2024 s'est terminée. Les médias nous assènent en boucle tout ce qui peut arriver de pire sur la planète : Les guerres, les catastrophes naturelles, les attentats, les provocations belliqueuses de tel ou tel responsable politique de tel ou tel pays, notamment de Trump et Selon Musk, etc.

En France, le monarque n'en fait qu'à sa tête et se fiche comme de l'an 40 des résultats des élections législatives. L'ouragan qui a frappé Mayotte donne lieu à des commentaires de propagande d'État. Cette catastrophe, présentée comme un drame est, en réalité, une aubaine pour le gouvernement. Elle va lui permettre "en toute humanité" de raser les bidonvilles et de mettre en œuvre son projet d'expulsion des populations irrégulièrement installées sur l'île.

Gageons que cela ne sera pas facile. Le risque de déstabilisation de cette zone est réel.

Les engagements du gouvernement sont sans équivoque « *il est intolérable de supporter cette immigration sauvage ... nous devons très, très certainement, modifier la loi du sol* ». Comme toujours dans ce genre de situation, les pires exactions sont à craindre, selon la fameuse Stratégie du choc de Naomi KLEIN. Iront-ils jusqu'à créer un centre de tourisme de luxe comme c'est le cas suite au tsunami, en Thaïlande à Phuket?

Pendant ce temps, le bon peuple des bobos et autres se réjouit et fait la fête à l'annonce de la mort du diable Le Pen. Il est ahurissant de voir le déferlement de haine et surtout l'aveuglement de certains de nos concitoyens. Que Jean-Marie Le Pen, soit un homme politique détesté, pourquoi pas? il y a de bonnes raisons de critiquer ses déclarations racistes et provocations à la haine raciale ... Monsieur Le Pen, que je sache, n'a pas été engagé dans la Wafen-SS, ni dans les commandos de la mort, ni dans quelques groupes terroristes. Il a été, comme beaucoup de Français, appelés ou volontaires, mis dans une situation de violence pendant la « guerre d'Algérie » (dénommée pendant longtemps les événements d'Algérie), période où la France a fait preuve d'une extrême violence en Algérie.

Souvenons-nous que, sous la présidence du Général de Gaulle le 12 Mai 1962, Pierre Mesmer, donne l'ordre de ne pas permettre aux Harkis de rejoindre individuellement la France, contrairement aux engagements pris par l'armée française. Le 16 mai, Louis Joxe, demande par télégramme de sanctionner les personnes aidant au rapatriement des Harkis en France, seul 42500 harkis avec, leur famille peuvent être rapatriés, sur un nombre total de supplétifs évalués de 200 000 à 260 000. La répression débute le 5 juillet à Oran avec 1500 morts.

Respectant les ordres de Paris, les soldats français encore dans la ville n'interviennent pas. La police algérienne non plus. De Juillet 1962 à début 1963, les harkis, ainsi que des Européens toujours en Algérie, sont victimes d'un déferlement de violence. Le refus de les rapatrier a été leur condamnation à mort. Ces Harkis étaient, pour beaucoup, des vétérans des Forces Françaises Libres qui ont libéré la France en 1944 et servi en Indochine. Selon les estimations 50 000 à 100 000 harkis ou membres de leur famille ont été torturés et tués.

Ce massacre oublié ou inconnu de nos compatriotes est d'une tout autre gravité, que les accusations faites à Jean Marie Le Pen qui, en fait, sert de bouc émissaire.

Le Front National en 1980 n'était qu'un minuscule parti et c'est François Mitterrand, "celui qui parlait couramment socialiste" qui lui a permis de monter en puissance dans le but de faire éclater le RPR et la droite classique. Cela a abouti à l'élimination de Jospin et ensuite à la présence répétée de candidats RN au second tour des élections présidentielles.

L'appel au front républicain de 2002 pour faire obstacle au FN fut une belle fumisterie. Elle permit à Chirac d'être élu avec 80% des voix, de laminer les partis de « gôche » et de donner tout pouvoir pour mettre en œuvre une politique violente pro-Maastricht. La créature « diabolique » n'est pas le Pen, réduit au rôle de marionnette, mais Mitterrand. Sa mise en avant entraînant le barrage républicain aura été l'outil parfait pour liquider la République et la démocratie française. Le RN est un parti de droite, autoritaire. Il n'est pas antiparlementaire. Se focaliser sur Le Pen, c'est brouiller les radars.

Aujourd'hui, le danger, c'est le fascisme de l'idéologie et de la politique tel que le définit Noam Chomsky : Il arrive avec le passage du capitalisme réglementé de l'après guerre au néolibéralisme en 1973. Il réintroduit la conception d'Adam Smith, selon laquelle, les maîtres de l'économie sont les principaux architectes de la politique gouvernementale qui la conçoivent pour protéger leurs intérêts dans le cadre de la lutte de classe néolibérale.

Le climat actuel d'hystérie et de peur détourne les regards des mesures anti-sociales qui frappent la classe ouvrière :

Ainsi, discrètement, à partir du 1^{er} janvier de cette année, la loi de finance, institue la réforme du RSA. Concrètement, les allocataires du RSA (635,71 euros par mois pour une personne seule sans enfant) vont être inscrits d'office à « France Travail » et devront réaliser 15 heures d'activité par semaine.

Cette disposition est présentée comme une obligation nécessaire pour garder un contact avec le monde du travail. La Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) a rendu un avis le 19 décembre 2015 qui devrait alerter tous les défenseurs de la « Démocratie » puisqu'elle estime que la réforme du RSA « porte atteinte aux droits humains ».

Elle dénonce notamment un « dispositif qui subordonne le versement d'un revenu minimum de subsistance à la réalisation d'une contrepartie », d'autant que le montant actuel du RSA, 635,71€ par mois pour une personne seule sans enfant, « ne permet, par ailleurs, pas de vivre de façon digne ».

La CNCDH alerte également sur "la régression du droit à l'accompagnement social s'il se transforme en un contrôle sur l'effectivité de la remise au travail. Il risque de contribuer à la maltraitance institutionnelle – tant auprès de la population ayant besoin de cette protection et y ayant droit que du côté des agents des administrations chargés d'appliquer des règles imprécises et/ou incomprises. »

Ce dispositif oblitère totalement que la recherche d'un travail est un job à temps plein.

Ainsi transformer le RSA en un salaire en-dessous des minima sociaux ne vise pas que les personnes au RSA, il cible l'ensemble des travailleurs en participant à une baisse généralisée des salaires.

Il permet également un net renforcement du rapport de force favorable à la bourgeoisie en rendant quasi-impossible la démission.

En fait la réforme du RSA c'est la création d'un nouveau salaire minimum à moins de 500€ par mois, sans que cela ne doit dit.

De la même manière, dans le genre on marche sur la tête : faire travailler les gens au RSA, c'est mécaniquement mettre beaucoup plus de gens au RSA.

Pourquoi embaucher quelqu'un au SMIC quand on peut avoir des travailleurs pour sept euros de l'heure ?

Faire travailler 20 heures par semaine, le 1, 95 millions d'allocataires du RSA, revient à trouver chaque mois. 160 millions d'heures de travail. Où sont-elles alors que partout on cherche du boulot ? La réponse est simple chez ceux et celles qui travaillent déjà.

L'absence de réaction à cette loi sur le RSA illustre l'aveuglement de nos concitoyens.

Les élites nous enjoignent d'accepter les sacrifices nécessaires pour combler le déficit que nous n'avons pas créé.

Les services des urgences fragilisés par la politique hospitalière (après la liquidation de la Sécurité Sociale) qui a supprimé des dizaines de milliers de lits d'hôpitaux, subissent une pression accrue par la multiplication des formes graves de grippe. Selon Santé Publique France, début janvier, 6 % des cas de décès ont mentionnés la grippe. À ces chiffres déjà préoccupants de drames humains évitables, il convient de signaler deux jeunes femmes, âgées de 20 et 26 ans qui

sont décédées, après avoir attendu des heures dans des conditions inacceptables. Preuve de la thrombose des services d'urgence, l'augmentation de la mortalité. Face à cette situation, le ministre de la Santé nous demande d'avoir un comportement « *Individuel responsable, pour réduire les dépenses de la Sécurité Sociale, en toussant dans le coude et en portant un masque pour éviter d'encombrer les services d'urgence et de rester à domicile lorsque l'on la grippe* » (ministre de la santé le 7- 01- 25).

« *no problem* » mais quid du délai de carence non rémunéré ?

Il est même envisagé d'interdire l'accès direct aux urgences des personnes atteintes de la grippe, sauf avis médical. (génial ! le délai pour être pris en charge en soins est transféré du couloir des urgences au domicile) Dans ce cas d'autorisation médicale, le filtre d'accès aux urgences permet de refuser le transfert des personnes âgées de plus de 65, 70 ans selon l'embouteillage. priorité aux jeunes !

C'est donc le tri organisé pour dire qui mérite d'être sauvé et qui ne mérite pas de l'être.

Bien sûr cela doit être « *un détail de l'histoire* » puisque ce phénomène s'accroît générant des milliers de décès sans que cela ne modifie la politique hospitalière.

La dérive financière générant la disparition progressive de l'empathie nous projette directement dans la barbarie comme le disait Hannah Arendt. « *La mort de l'empathie humaine est l'un des premiers signes et le plus révélateur d'une culture sur le point de sombrer dans la barbarie* ».

Marc Hébert

L'Anarcho-syndicaliste

Association des Groupes Fernand Pelloutier
Korn an Tan - 640 rt de Lezeret
29810 PLOUMOGUER

Fondateur de publication:

Alexandre HÉBERT

Directeur de publication:

Marc HÉBERT

N° SIREN :

890 475 460 - CPPAP: 1125 P 11527 - ISSN: 0398-6829

publicimo :

codico 04384049 D.T.PR N° 029/21/085-AN

Imprimerie spéciale de l'association :

Groupes Fernand Pelloutier

Dépôt légal:

Bibliothèque nationale de France

Sites : <https://anarcho-syndicalisme.org>

Contacts: Anarcho-syndicaliste@protonmail.com



Coup de gueule pour le début d'année

Pour cette année, je souhaite que nous sortions de ce coma profond dans lequel, les politiciens corrompus jusqu'à l'os, nous ont plongé.

Le Monarque Macron, le psychopathe de l'Élysée, ne rendra pas son trône, comme l'a fait son pote, Young leader, Justin Trudeau

Non il faudra l'en déloger en s'unissant et en étant nombreux dans les rues de France en bloquant l'économie.

Chaque jour nous constatons la corruption généralisée de ce gouvernement, des pseudo-partis politiques d'opposition, de ces centrales syndicales qui bouffent à la gamelle pour garder leurs privilèges.

À chaque fois que nous sommes malheureusement obligés d'aller aux urgences, on constate la destruction de nos services publics, malgré le dévouement sans faille des

personnels désabusés qui essaient de remplir leurs missions de service public au mieux avec le manque de moyens.

Et ce constat est le même partout dans tous les services publics.

Pourtant nous citoyens lambda, nous payons des impôts, des taxes pour faire marcher ces services publics, mais dans le même temps les milliardaires, les patrons des grosses multinationales eux font tout pour ne pas payer d'impôts malgré des bénéfices pharaoniques et même pire la corruption généralisée des partis politiques et des banques laissent exploser l'évasion fiscale.

Ces salopards utilisent toutes nos infrastructures, nos routes, nos chemins de fer etc., pour faire leurs bénéfices et quand ils sont malades, ils viennent se soigner en France sans avoir à déboursé un seul centime pour la solidarité nationale.

Ces parasites, non contents de nous exploiter, sont en train de foutre en l'air notre modèle social avec la complicité active des partis politiques qui ont besoin de leur soutien pour être au pouvoir.

Vous n'en avez pas marre de voir cette caste au pouvoir, qui de jour en jour nous appauvrit, nous humilie, pendant qu'eux vivent comme des rois et dépensent sans compter notre argent.

Vous n'en avez pas marre de les entendre nous faire des leçons de morale à longueur de journée, à nous traiter de fainéants car on ne travaille pas assez et pas assez longtemps pendant que beaucoup d'entre eux n'ont jamais travaillé et ils ont des affaires au cul mais sont rarement condamnés.

Vous n'en avez pas marre de voir les actionnaires se gaver des bénéfices qui devraient revenir aux salariés, qui eux ont donné leur force de travail et de leur santé pour y parvenir.

Vous n'en avez pas marre de voir nos anciens, qui malgré le travail de toute une vie, survivent avec des retraites de misère, pour finir dans des EHPAD, en manque de moyens humains, qui ne peuvent les accompagner dignement jusqu'à la fin de leur vie.

Mais merde ça ne vous révolte pas de subir tout ça alors que l'argent coule à flot en France ???

Vous n'en avez pas marre de cette impunité, de ces politiques corrompus qui restent au pouvoir, alors qu'eux nous empêchent de nous exprimer, de manifester et ils

harcèlent tous ceux qui veulent s'opposer à leur politique et au système ?

Ils font tout pour nous asservir, nous contrôler, nous diviser pour éviter qu'on reprenne le pouvoir.

Il est temps de sortir de cette servitude volontaire, de nous unir, pour les faire tous dégager une bonne fois pour toutes, comme les gilets jaunes l'avaient presque fait au plus fort de ce magnifique mouvement de révolte populaire, et mettre un coup d'arrêt à ce simulacre de démocratie afin de redonner le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple.

Si vous partagez ce sombre constat, faite vous n'hésitez pas à nous contacter et à nous rejoindre pour en finir avec ce système

Seul le nombre fera notre force

Frédéric

L'Anarcho-syndicaliste

Abonnement pour 10 numéros : 40 € TTC.

Abonnement de soutien : à partir de 50 € TTC .

Formulaire d'adhésion sur:

<https://anarcho-syndicalisme.org/>

Par courrier et chèque :

Chèque à l'ordre de :

L'association des Groupes Fernand Pelloutier

adressé à M.L. Pichon

30 rue Edouard Corbière – 29200 BREST

Par courriel et virement bancaire :

Adressé à :

anarcho-syndicaliste@protonmail.com

Virement à destination de :

FR 74 2004 1010 1109 9982 8D03 218

CCP: 09998 28D Nantes.

Le Témoin de Joy Sorman

Flammarion

Notes de lecture

Plus qu'un roman, ce livre est un témoignage sur la façon dont la justice est rendue tous les jours dans notre pays, non pas la justice telle que décrite dans les procès médiatiques mais la justice appliquée tous les jours à la fraction la plus déshéritée de la population : Les sans-emplois, les intérimaires, les CDD, les sans-papiers, les SDF...

Le héros, Bart, s'installe clandestinement dans un palais de justice où il assiste aux audiences le jour et dort dans un faux plafond la nuit. Installé dans les rangs du fond dans les différentes salles d'audience, il écoute et regarde la lutte des classes qui s'y déroule : lutte des forts contre les faibles : D'un côté, les juges souvent arrogants et condescendants ou ennuyés et irrités qui n'écoutent pas les prévenus, et attachent autant d'importance à leur physique, leur comportement, leur habillement qu'aux faits reprochés, leur confiance dans l'ordre social qu'il s'agit de faire respecter, leur appétit pour les expertises psychiatriques qui préparent le terrain à la punition et les procureurs tonitruants réclamant des condamnations « *au nom de la Société* ».

Face à eux, les prévenus souvent résignés, qui n'attendent plus rien de la société et ont abdiqué et leurs avocats qui y croient encore, et cherchent à attirer l'attention des juges, les affaires jugées au pas de charge dans des audiences interminables, un palais de justice dont on ne sort jamais innocenté où l'on condamne à des peines de plusieurs années de prison pour des délits mineurs ! (1)

Une justice où, en matière de terrorisme, on condamne non sur des faits mais sur des intentions et des propos, parce qu'on a consulté un site internet, qu'on a voulu se rendre en Syrie et consulté une carte pour s'y rendre... Où le prévenu doit démontrer qu'il n'est pas dangereux, comme si c'était possible ! Une justice qui condamne avant le délit pour répondre « *à la pression de l'opinion publique et la veulerie politique* ».

Joy Sorman souligne la sévérité des peines prononcées contre les petits trafics de stupéfiants, « *délits rentables au regard de la pénurie des moyens, de la politique du chiffre et des passions communes* », décrit les comparutions immédiates à « *une guerre sociale, civile et intérieure de*

quelques-uns à l'allure prospère et éclairée contre beaucoup d'autres, les crasseux, les insolents ... »

Ce livre est également une réflexion sur l'utilité de la condamnation à la prison qui, les juges le reconnaissent, *ne fait de bien à personne* et sur l'enchaînement qui a abouti à la présentation du prévenu devant les juges, sur la responsabilité des prévenus et de la société elle-même dans les agissements reprochés, interrogation tant décriée par les politiques et les médias.

Ce livre est le constat de la façon désastreuse dont la justice est rendue.

Hasard du calendrier, entre 2 chapitres de ce livre, j'ai vu le film *Personne n'y comprend rien* film-documentaire de Yannick Kergoat sur le présumé financement de la campagne de Nicolas Sarkozy pour les élections présidentielles de 2007, par la Libye de Kadhafi. Ce film explique clairement le système de corruption mis en place par cet ancien Président de la République et son entourage. Tous ces gens "hauts placés « toujours prompts à nous faire des leçons de morale! »

Nicolas Sarkozy a grandement contribué, en tant que ministre de l'Intérieur puis Président de la République, à la dégradation du service public par la réduction des moyens. Parallèlement, il a appelé en permanence à une répression accrue... Ses successeurs ont poursuivi les 2 mouvements.

Mais lui et ses complices ont droit à un procès de 3 mois où ils pourront s'exprimer autant qu'ils le souhaitent et gageons que les juges s'adresseront à eux avec respect si ce n'est déférence, bien loin du traitement auquel a droit le commun des justiciables.

M.L. Pichon

(1) - les audiences sont publiques, tout le monde peut donc y assister -

Si on réfléchit vraiment...

Si on veut commencer à écrire, il faut parfois être pénible pour commencer. Donc soyons pénible pour commencer. La gentrification « désigne une forme particulière d'embourgeoisement d'un espace populaire qui passe par la transformation de l'habitat, des commerces ou de l'espace public. Il s'agit d'une transformation sociale qui se traduit par une transformation matérielle et symbolique de l'espace. C'est aussi un processus d'appropriation d'un espace populaire par des groupes sociaux généralement issus des classes moyennes et supérieures et, parallèlement, une dépossession des habitants des classes populaires. »¹

Sus aux salaires !

Autrement dit, la gentrification est le processus, la manière dont les riches occupent les quartiers anciennement populaires et en virent les pauvres, les dégagent. Il y a une gentrification presque naturelle quelque part. Les salaires sont réduits à presque rien, la part du travail dans le revenu diminue de manière constante, parfois dissimulée par des statistiques alambiquées et forcenées qui voudraient dresser un voile sur ce fait en imaginant une constance des revenus du travail. Pourtant, malgré cela, c'est une évidence : les premières victimes de 40 ans d'austérité, de 40 ans de guerres néocoloniales de la Yougoslavie à l'Ukraine, ce sont les travailleurs. Le capital se gave, s'engraisse et se tape pas mal des débats sur l'écriture au point médian ou des débats non-mixtes ou du « pédagogisme » que l'on balance à longueur de temps sur les ondes, relayés par l'ensemble des officines de gauche (bien plus enclines à parler de cela que de l'austérité maastrichtienne). Le capital se gave : « en 1980 le partage des revenus entre le capital et le travail était de 80% pour le travail et 20% pour le capital. Depuis, les revenus du capital ont repris plus de 10 % sur les revenus du travail. Si l'on ramène cela au PIB actuel, (2 291, 7 milliards d'euros), en comparaison à la situation de 1980, les revenus du travail sont amputés de 229 milliards tous les ans ! » (Source Médiapart²) ou « La banque suisse UBS et le cabinet de conseil PwC ont publié en octobre 2020 un rapport écrit à partir d'une base de données de 2000 milliardaires à travers le monde. Globalement, leur fortune (issue des revenus du capital) a augmenté de près de 20 % entre 2018 et la première vague de la Covid-19. Au sein de cette population, les milliardaires dont la fortune repose sur les nouvelles technologies se sont enrichis de 42,5 %. » (Source CNRS³). La gentrification, c'est donc la conséquence directe de l'exclusion des travailleurs des centres-villes, de la relégation hors les murs, c'est aussi une

volonté d'entre-soi pour une bourgeoisie de gauche ou de droite.

Le bien commun et les revendications syndicales

Donc le capital se gave et la gauche organise des cénacles sur l'économie circulaire, l'économie collaborative, crée des ressourceries, terrorise la population avec une vision apocalyptique de l'avenir où le climat détruirait l'humanité, et le responsable de cette situation catastrophique digne des scénarios décrits par Saint-Jean serait l'écocitoyen (nouveau nom du citoyen qui a disparu dans la subsidiarité maastrichtienne). On aurait donc ce pauvre gars qui se fait déposséder à fond au profit du capital qui serait responsable de l'horreur intégrale, lui, sa famille et ses amis. Que font les confédérations syndicales face à ce comportement complètement déraisonnable qui consiste à innocenter le capital ou à lourdement amoindrir sa responsabilité au profit de la responsabilité du travailleur rebaptisé écocitoyen ? Elles dénoncent la fumisterie ? Elles signent un accord sur la nécessité d'intégrer la transition écologique dans les problématiques syndicales ? Elles valident le paradigme du capital et s'engagent avec ce dernier à préserver le « bien commun » ? On ne dira plus austérité salariale mais sobriété salariale. « Autrement dit, la charge de la responsabilité de la transition écologique revient maintenant aux salarié.es. »⁴ (le point médian n'est pas de moi) nous dit la CGT réagissant à cette intégration corporatiste sous prétexte environnemental. L'accord va être signé le 15 mai, en pleine mobilisation sur les retraites, par plusieurs syndicats dont FO et on ne pourra que regretter cette adhésion forcenée au discours de curé verdoyant de la part des négociateurs de notre confédération si signature il y a. Pendant que l'on manifeste, pendant que l'on explique que l'unité de l'Église (pardon, du syndicalisme) est nécessaire, incontournable, la cause de la réussite de toute mobilisation, pendant que le POI (qui n'est pas parti mais succursale, pas ouvrier mais bureaucrate et pas indépendant) sert à la fois de sacristain, de moines soldats à cette sainte unité indépassable qui empêche toute critique du passage à 62 ans sous Sarkozy ou aux 43 annuités de Marisol Touraine, eh bien si la confédération signe et hop nous voilà responsables de l'apocalypse climatique. On ne trie pas assez nos papiers et maintenant il va falloir que l'on intègre un peu mieux l'environnement avant de demander des augmentations de salaire. Quel est l'intérêt de cet accord pour les salariés ? Aucun. Un guide de bonnes pratiques. Amen. Amen aussi à l'élection de Sophie Binet qui a grandi dans cette grande famille des cathos de gauche, de la JOC à

l'Unef, et de l'Unef à la CGT, devenant avec les années une femme d'appareil. Tous ses anciens petits camarades de l'Unef que l'on retrouve à différents postes de la gauche caviar se sont félicités de son arrivée dans Ouest France (étonnant, non ?), la présentant comme une combattante, ce qu'ils ne sont pas, qu'ils n'ont jamais été et ne seront jamais pour les avoir connus. Tous se réjouissent ? Tous sauf un qui ne dit rien. Romain Bessonnet se tait, son silence est assourdissant lui qui fût l'intendant de l'UNEF sous le principat de Mme Binet au début du IIIème millénaire. Je ne continuerai pas sur ce thème, chacun peut consulter les archives de l'Unef et de Romain Bessonnet (devenu spécialiste du Cercle Aristote de la Russie post-soviétique) au Centre d'Histoire Sociale de Nantes et se faire une opinion. Un bureaucrate, qu'il soit homme ou femme, reste un bureaucrate. La femme n'est pas l'avenir de l'homme (l'inverse non plus), l'avenir de l'homme et de la femme c'est se battre inlassablement pour être libre, pour la lutte économique qui est la solution à leur dignité et à leur émancipation.

No passaran !

Libre ? A titre personnel, je n'ai jamais été hostile aux vaccins covid car je ne sais pas s'ils sont bons ou mauvais. Je ne suis pas biochimiste et je ne me sens pas la possibilité d'en juger. En revanche, je sais deux choses, que les laboratoires pharmaceutiques se sont faits un pognon fou sur notre salaire différé avec le vaccin d'une part et que d'autre part que les gens ont sacrifié leur liberté pour une sécurité qui était illusoire car très vite il a été reconnu que le vaccin ne bloquait pas les contaminations. On a expliqué aux gens qu'il fallait montrer un papier, une sérologie, pour fréquenter un espace. On peut imaginer que cette soumission consentie est un précédent, qu'il y a un avant et un après. Les paroles de Gilles Deleuze sonnent ici comme un avertissement : « *Le vieux fascisme si actuel et puissant qu'il soit dans beaucoup de pays, n'est pas le nouveau problème actuel. On nous prépare d'autres fascismes. Tout un néo-fascisme s'installe par rapport auquel l'ancien fascisme fait figure de folklore (...). Au lieu d'être une politique et une économie de guerre, le néo-fascisme est une entente mondiale pour la sécurité, pour la gestion d'une « paix » non moins terrible, avec organisation concertée de toutes les petites peurs, de toutes les petites angoisses qui font de nous autant de micro-fascistes, chargés d'étouffer chaque chose, chaque visage, chaque parole un peu forte, dans sa rue, son quartier, sa salle de cinéma..* »⁵ Ainsi, dans le monde inversé, ceux qui parlent de paix, de sécurité comme les verdoyants de la Nupes serait en fait les suppôts du capital ? Sid Vicious avait-il donc raison quand il arborait une « svastika » prétendant ainsi la victoire du fascisme ? À chacun de se faire une opinion. À la lecture de Deleuze, on se dit rapidement que l'Union Européenne, c'est pas la paix, que le vote barrage contre Le Pen, c'est du carnaval (le texte de Berger⁶ et Martinez c'est un must sur le

sujet), que l'écologie sert de prétexte, que le pass sanitaire c'est pas la sécurité... et plein de choses encore ! On voit aussi que le nouveau fascisme c'est la société de contrôle au nom du « *bien commun* ». L'écologie devenant un prétexte, un poids pour la culpabilisation de masse... alors que les capitalistes responsable de l'exploitation de la terre et des hommes coule des « *jours heureux* » pour reprendre une expression qui ne vient pas d'un post-stalinien en rupture mais du programme du Comité Nationale de la Résistance (CNR, 1944). Une écologie où l'acteur est rationnel (l'innocence du Capital), où la monnaie est neutre, où l'économie est circulaire (c'est-à-dire sans lutte des classes), où le libre-échange est la règle et où le défenseur des droits humains est l'Otan est tout sauf écologiste d'une part et tout sauf émancipatrice d'autres parts. C'est une écologie de centre-ville, un prolongement giscardien festif qui nous prépare aux ségrégations spatiales et sociales au nom de « *bien commun* » et du « *bien être* », une justification possible pour une société de contrôle au service du capital.

Gentrification et ZFE

Gentrification, c'est le nom que l'on donne à l'embourgeoisement d'un espace habité. C'est le moment où les riches ont viré les pauvres, où les loyers sont très chers et où les bourgeois de gauche peuvent vivre dans des utopies urbaines néo-catho verdoyantes post-cfdt pleines de vélos et de monde propre. C'est le moment où cette bourgeoisie peut vivre en communion avec les bourgeois de droite dans le libéralisme, le refus du fascisme poutinien, la nécessité de faire barrage, les économies circulaires et collaboratives, le triage des poubelles... dans le bon goût et sans beaufs, sans extrémistes... en se la jouant rebelle pour le fun ! Un monde sans pauvre, où le bon goût exulte, un monde où les intolérants ont disparu. Reste une seule chose à interdire : l'accès aux pauvres... On ne peut pas mettre en place des critères de revenus, ça ferait dégueulasse, discriminant. Il faut faire les choses proprement (souvenez-vous ici la phrase de Deleuze). La manière d'interdire les pauvres de manière propre c'est la ZFE (zone à faible émission) ; interdire aux pauvres en vieille voiture de se déplacer en ville. Et hop ! Avec la disparition des trains, le renforcement des contrôles divers, les exclus, les travailleurs pauvres, ceux qui ont porté le mouvement salutaire des gilets jaunes seront les nouveaux « éco-cideurs » et seront donc interdits de présence. La ZFE c'est finalement un pass-sanitaire pour bagnoles quelque part, si on y réfléchit vraiment... Non ? Responsable du réchauffement climatique parce que pas assez « écocitoyen », le pauvre avec sa bagnole de merde est interdit des centres-villes.

Comment créer ma carte de fidélité... syndicale

C'est très simple, il vous suffit d'aller sur le site de Force-Ouvrière, de créer votre compte, de payer 150 €, et vous avez droit à des avantages sur certaine plate-forme de vente. Il est certainement possible, si vous avez oublié d'enregistrer votre code d'accès, de le retrouver par une phrase clef, du type : « Vive la sociale » (bien que celle-ci soit ringarde) ! Peut-être qu'il est possible de consulter sur le web un site de consommateurs qui vous a déjà établi un comparatif de la carte syndicale la plus avantageuse... selon ses besoins, et, surtout, en fonction de ses moyens !

La vie est belle.

Y-a-t-il un « Chatbot » militant ? Sûrement, les « revendications » confédérales semblent tant virtuelles, que rien n'est impossible. Comme disent, bêtement, les anciens : « c'est moderne ! ».

Mais Force-Ouvrière est au goût du jour. Cette organisation syndicale qui n'hésite pas à s'accoquiner avec la dite « Intelligence Artificielle » et bientôt, à la place d'une « humanoïde de compagnie »...

—Vous ne saviez pas que cela existait ? Les maquereaux sont aussi « modernes », et pragmatiques, comme dans l'industrie. Une humanoïde de compagnie, c'est plus rentable qu'une « fille de joie », au moins elle sourit, sans rechigner... , elle produit et ne revendique pas.—

Donc, nous pouvons présupposer, que cette belle organisation syndicale, à la pointe du progrès, mette en place des « humanoïdes » militants !

Ne nous emballons pas, cette organisation est franchement déjà tellement « virtuelle » en matière de combats syndicaux qu'elle devance tout ce que nous pouvions désespérer !

Comme les patrons, FO diminue les dépenses en réduisant la voilure.

Plus besoin de réunions de syndicalistes, trop pénibles, c'est vrai, ils vocifèrent, braillent, écrivent des revendications et en exigent l'exécution.

C'est dingue... ce ne sont pas les normes, propres sur elles, de l'Intelligence Artificielle.

Évitons le désordre, telle est le cri réel de la confédération.

Du coup, ça élimine les Unions Départementales, et certaines fédérations où pourraient se cacher quelques activistes, des irréductibles de la Charte d'Amiens.

Nous qui pensions que la confrontation des idées au cours d'une réunion de syndicalistes aboutissait à une unité et à une force de combat syndical... Aujourd'hui, nous serions traités de « vintages », pour ne pas dire vieillots ou poussiéreux !

Ce désastre provient de la loi de 2008, qui a poussé les organisations syndicales à une gestion d'entreprise. Du reste, elles embauchent de plus en plus pour remplacer les militants, premiers pas vers l'usage de robots. Certains ouvriers de l'industrie se représentent la suite. Nous évitons la délocalisation, tout de même !

Du coup vous avez dans les Commissions Exécutives des UD, des discussions sur l'utilité d'augmenter ses salariés, de l'éventualité d'en licencier... si, si ! Avec le même langage, les mêmes expressions utilisés dans les CSE. Mais si ! Il faut y rappeler régulièrement, au moment des bilans financiers que les cotisations ne sont pas des charges...

Et pour financer les revenus coquets de la « hiérarchie » syndicale, plein feux sur la votation !

Faut bien alimenter le paritarisme !

Du reste, 80 % des messages provenant des UD sont des invitations à signer des PAP dans les entreprises !

Petite dénonciation réelle, lu dans *Info militant*, certainement écrit par un journaliste stagiaire, et non par un militant, on y parle de « protection sociale » en place de la Sécurité Sociale.

Avait-elle fait le stage « Découverte » dans son UD ?

La vie est belle !

Christine

L'imposture du détournement d'argent public vers le privé, ça suffit

Au cours du premier semestre 2024, il y a eu 59 fermetures d'usine contre seulement 51 ouvertures, soit un solde négatif. Ce qu'annonçait le second baromètre du ministère de l'Industrie en date du 19 novembre dernier.

Pour 2025, d'autres fermetures sont annoncées. Michelin ferme ses usines de Cholet et de Vannes pour supprimer 1254 postes. Quant à Auchan, c'est 2389 postes supprimés.

Le député communiste Chassaigne a interpellé le Premier ministre éphémère Barnier, le 5 novembre dernier, à l'Assemblée nationale et en ces termes :

« Auchan et ses 33 milliards d'euros de chiffre d'affaires a déjà supprimé 2 000 emplois en 2020, tout en touchant 500 millions d'euros de crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. Son propriétaire, la famille Mulliez, qui a multiplié sa fortune par quatre en vingt-cinq ans, annonce à présent la fermeture de dizaines de magasins, comme celui de Clermont-Ferrand et ses plus de 200 emplois. Michelin, qui a versé, en 2024, 1,4 milliard d'euros à ses actionnaires, a touché, lui aussi, des dizaines de millions d'euros d'aides publiques. À quoi ont-elles servi, sinon à détruire l'emploi sur le territoire national ? »

La réponse de Barnier est irresponsable : « Le groupe Michelin est un grand groupe, ancré dans les territoires, d'abord à Clermont-Ferrand.... Nous avons donc affaire à un groupe responsable. J'ai rencontré son président, M. Menegaux, il y a quelques jours. Je suis naturellement en désaccord avec sa décision, qui touche Cholet et Vannes, et, comme vous, je la regrette. » Barnier se limite à dire « nous saurons nous montrer solidaires, en exigeant du groupe Michelin comme du groupe Auchan, de travailler avec le tissu local, les élus locaux – dont beaucoup d'entre vous –, les syndicats, le patronat local, les chambres de commerce et d'industrie, et de déployer tous les outils à disposition pour accompagner individuellement chaque salarié et les territoires concernés dans les différentes reconversions possibles. »

Réponse irrecevable car Barnier sait bien que l'argent public a été versé à ces entreprises et qu'en conséquence l'État a un droit de regard. Surtout lorsque, dans le même temps les entreprises qui licencient versent comme Michelin et Auchan des dividendes copieux aux actionnaires. C'est le cas d'Auchan avec plus de 1 milliard d'euros cumulés des années 2021 à 2023. Ce qui est possible car l'État ne contrôle pas l'usage fait de cet argent public par ces entreprises privées. Barnier n'ignore pas le caractère

hypocrite et désastreux, socialement, de cette politique qui revient à vider les caisses de l'État sans aucun contrôle. Il se limite à dire : « Je tiens d'ailleurs à vous dire que je me préoccupe de savoir ce qu'on a fait, dans ces groupes, de l'argent public qui leur a été donné ; je veux le savoir. (Applaudissements sur les bancs des groupes DR, SOC et GDR.) Nous poserons des questions, nous verrons si cet argent a été bien ou mal utilisé, et nous en tirerons des leçons. » Ce qui relève de l'imposture car tout a été fait par ce type de gouvernement pour que l'usage de l'argent public ne soit pas contrôlé..

Imposture car la décision la plus récente de Macron, aux ordres du capital, a fait baisser l'impôt sur les sociétés de 33 à 25%. Avec un manque à gagner pour l'État de 60 milliards d'euros. Et en sus 75 milliards d'euros de cotisations patronales dues et non payées avec l'accord des gouvernements successifs. Et tout ceci sans que l'État n'exige un contrôle complet de l'usage fait de ces sommes colossales qui fabriquent délibérément le déficit pour en définitive faire payer les services publics, les fonctionnaires, les retraités... Alors qu'il faut mettre un terme à la politique de l'argent public détourné au bénéfice de groupes privés. Cet argent doit aller au développement des services publics et des entreprises nationalisées ou à nationaliser.

Imposture qui a le CICE de Hollande comme exemple. Ainsi le 19 novembre 2019, le magazine d'information Cash information s'était déjà intéressé à ce Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi voté en 2012 et entré en vigueur le 1er janvier 2013. Vertueusement il était annoncé que le CICE ne devait pas servir à augmenter la rémunération des dirigeants ou les dividendes, mais ne servir qu'à l'emploi et l'investissement. Sauf qu'aucune sanction n'était prévue en cas de non-respect. La journaliste Élise Lucet avait interrogé Hollande qui devait lui répondre : « Il y a des contrôles, mais pas de sanction, comme c'était prévu ». « C'est 100 milliards d'euros d'argent public, donc d'argent des contribuables. Et se dire qu'il n'y a pas de contrôle et pas de sanction, c'est difficilement audible », avait lancé la journaliste, devant un François Hollande confirmant cyniquement : « Mais qu'il n'y ait pas de contrôle, ce n'est pas vrai, puisque je vous dis que le contrôle se fait à l'intérieur de l'entreprise. Et pas de sanction, c'était le principe ».

(<https://www.capital.fr/economie-politique/cice-les-dessous-dun-cadeau-fiscal-a-100-milliards-deuros-1355583>). Il en est de même avec les cotisations non payées, les niches fiscales, la baisse de l'impôt sur les sociétés : ni contrôle ni

sanction. Donc les patrons peuvent licencier tout en ayant touché l'argent public. Ni investissement ni emploi.

Nous en sommes là en 2019 comme en 2024. Toujours le même discours de domestiques du capital pénalement irresponsables de Hollande à Barnier. Mais toujours prompts à faire payer le peuple pour combler le déficit que leurs cadeaux fiscaux fabriquent de toutes pièces. Comme le gouvernement Bayrou (dont le groupe n'ayant que 36 députés, cela devait suffire à ne pas le nommer Premier ministre) a repris 19 ministres sur 35 du gouvernement Barnier retoqué par le Parlement, on est sûr que le suffrage

universel, Matignon et l'Élysée s' en foutent. Ils sont aux ordres du capital pour continuer la destruction sociale.

On voit nettement la crise du régime, le caractère bonapartiste de « coup d'État permanent » de la 5e République. Ça ne peut durer. Et pour cela il revient au mouvement social d'aller vers la grève générale interprofessionnelle pour dire : ça suffit l'injustice sociale. Nous revendiquons un monde qui n'est pas soumis au capital et au profit pour une minorité. Nous revendiquons le monde de la justice sociale.

E.Morel



La fin de l'hégémonie américaine.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la France comme d'autres pays se sont placés sous la protection du parapluie nucléaire américain au travers du système de défense de l'OTAN au motif d'une menace communiste.

Le Général De Gaulle ne voulant pas que la France devienne le 51^{ème} État de l'Amérique décida de quitter le commandement intégré de l'OTAN.

L'indépendance de la nation française voulue par une partie de nos élites de l'époque non subordonnée à l'Allemagne et des alliés, signifiait un rejet de toute dépendance militaire et économique. Comme toute forces militaires étrangères séjournant sur un territoire pendant un conflit, l'armée US eu des responsabilités sur les exactions en France (1).

Il n'a jamais été l'objectif des alliés d'outre atlantique de libérer la France mais plutôt de « vassaliser ».

Le Général De Gaulle imposa la mise en place d'une administration française pour contrer un gouvernement pro-américain qui avec des similitudes lors du découpage de l'Allemagne s'apprêtait à diffuser une monnaie en France sous l'égide et le contrôle des USA et de l'Angleterre notamment.

Le Non à l'ONU le 14 février 2003 du gouvernement Chirac/Villepin à toute participation militaire de la France en Irak s'inscrivait dans une logique de souveraineté.

Cependant la réintégration de la France dans le commandement intégré de l'OTAN voulue par Sarkozy entraîna de facto une vassalité.

Dans la guerre économique que se livrent les grandes puissances de l'Occident, du moyen Orient et de l'Asie pour le contrôle de l'énergie (le gaz et le pétrole), l'indépendance énergétique nucléaire de la France accroît les tensions géopolitiques.

Nous sommes aujourd'hui arrivés à un moment de l'histoire où les États-Unis perdent leur hégémonie. Le regroupement des BRICS se traduit par une remise en cause du dollar dans les échanges internationaux.

Des conflits dans différentes parties du monde par le passé ou actuellement, Ukraine, Syrie, Palestine... sous couverts de lutte pour la démocratie, ne sont en réalité que des spoliations de richesses et de matières premières à l'initiative de grands pays, les USA, la Chine, la Russie, la France, l'Inde, etc... (2)

Tout ceci porte un nom, c'est le Capitalisme qui engendre cette situation.

Il a besoin selon les lieux en tout ou partie, de corruption, de censure, de mise en concurrence par le biais des salaires notamment, de guerres avec l'aide de régimes totalitaires.

Aujourd'hui l'Union Européenne n'est qu'un instrument de plus (*coercitif sur certains États*) contre les populations où le principe de subsidiarité neutralise les aspirations légitimes. (3)

Le rejet de toutes les guerres et *la décision* de se réapproprier toutes nos libertés individuelles et collectives, *permettra* la reprise en mains de nos destinées.

Il n'y a pas de terre des droits de l'homme sans des Hommes Droits.

Patrick Brossard

1 Yves Moerman et Véronique Sapin : Les crimes des soldats américains en Europe, viols et meurtres

2 Claude Janvier : Les Etats Unis pillent l'Europe depuis 1917.

3 Jacques Hogard : L'Europe est morte à Pristina

Le Techno-féodalisme

Yánis Varoufákis cet économiste, homme politique, ancien ministre des Finances de la Grèce dans le gouvernement SYRIZA d'Aléxis Tsípras et cofondateur du Mouvement populaire international DiEM25, estime qu'on est entré dans une nouvelle ère, celle du technoféodalisme.

Dans *Les nouveaux serfs de l'économie*, Yánis Varoufákis reconnaît le triomphe du capitalisme, mais assure qu'il est désormais hors de contrôle : *"Le capital qui est produit par des moyens de production est tellement triomphant qu'il a vaincu tous ses ennemis : le socialisme, le libéralisme, la démocratie sociale, la politique. Le capitalisme a vaincu tout. Il a muté le capitalisme en une forme très toxique : le cloud capitalisme. Il est tellement toxique que le virus a tué son hôte, le capitalisme. Il a créé une nouvelle forme de relation le cloud capital, qui est pire que le capitalisme classique"*.

Le cloud capitalisme est un nouveau concept qui bouscule nos repères. Quiconque développe ce capitalisme numérique, « matière » incontrôlable par les gouvernements et les masses, règne en maître sur l'économie mondiale. *"Les possesseurs de ce cloud capital, c'est la nouvelle classe dirigeante. Ils se conduisent et ils fonctionnent comme une nouvelle forme de seigneurs féodaux"* assure ainsi l'économiste et homme politique de gauche radicale qui comprend dans cette désignation les GAFAM, mais aussi des gérants de cloud capital dans les anciens pays du tiers-monde comme l'Inde ou la Malaisie. Nous vivrions une nouvelle période féodale, adaptée à notre temps, que Yánis Varoufákis nomme technoféodalisme.

En d'autres termes, ce changement s'explique par le troque de la notion de profit, essence même du capitalisme, contre la notion de rente effectué par les technocrates.

Yánis Varoufákis livre un exemple concret : la différence notoire entre Henry Ford et Jeff Bezos, tous les deux des hommes puissants, au capital différent. Le premier possédait des moyens de production énormes : machines, des lignes de production, voitures. Le deuxième détient surtout du cloud capital. *"C'est un grand fief numérique, des énormes plateformes où beaucoup d'entre nous se trouvent en tant qu'acheteur, vendeur, commentateur, chroniqueur et nous faisons des transactions les uns avec les autres. Le capital de Bezos ne produit absolument rien. Aucun des livres, disques, CD, DVD, vélos électriques qui sont achetés et vendus sur sa plateforme. Mais il choisit la rente. Donc si vous vendez un livre ou si vous vendez de la musique ou un vélo sur Amazon.com, vous lui payez une rente énorme. Comme les paysans autrefois payaient (divers impôts) aux seigneurs féodaux"*.

Yanis Varoufakis en 2018 au siège de l'OCDE à Paris.
© ERIC PIERMONT / AFP

La rente cloud entretient l'inflation et appauvrit la population

Le système féodal impliquait diverses taxes aux paysans vivant sur des terres appartenant à un seigneur qui leur allouait ses biens fonciers. La plus connue était le cens, une sorte de rente perçue jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, à savoir une redevance annuelle portant sur une bâtisse ou un droit de passage sur une seigneurie.

Le profit que retirent aujourd'hui les responsables d'entreprises numériques serait donc une rente cloud, à l'image du système féodal, pour Yánis Varoufákis.

Un profit tout à fait différent des impôts que l'on verse à l'État, puisque ce dernier est chargé d'investir ces fonds dans des biens pour la collectivité. Cette rente cloud *"se retrouve sur les îles Caïmans par un accord qui a été fait avec Amazon sur les impôts. C'est pire que la mafia"* affirme l'ancien ministre grec des Finances. *"Parce que la mafia, quand elle fait de l'argent, elle la dépense en Sicile ou ailleurs, en France ou en Italie. L'argent retourne dans un cercle vertueux. Lorsque les capitalistes du cloud siphonnent des milliards et des milliards, l'argent sort du cercle de la production. La demande s'écroule. Les gouvernements récupèrent moins d'impôts. Parce que les capitalistes du cloud ne payent pas d'impôts. Le résultat, c'est que les gouvernements n'arrive pas à équilibrer leurs comptes et Christine Lagarde doit imprimer plus d'argent pour pouvoir booster la demande. Et ça crée plus d'inflation. Ce qui fait que les pauvres souffrent encore plus"*.

Comment sortir de cette forme de capitalisme numérique ?

Pour Yánis Varoufákis la société peut néanmoins se libérer de ce système technoscientifique, régit par une oligarchie du pouvoir numérique.

Même si l'État est parfois lié au secteur privé, comme on le voit avec Elon Musk ou Steve Jobs : *"SpaceX n'existerait pas sans la NASA, sans l'argent du gouvernement américain, Internet n'existerait pas sans les dépenses publiques. Toutes ces choses à l'intérieur de votre iPhone ont été développées par des fonds et des recherches gouvernementales"*.

Pour parvenir à cette fin d'assujettissement qui enrichit un plus petit cercle de personnes que ne le favorisait le capitalisme, il ne faut pas réglementer sur ces technocrates du numérique pense Yánis Varoufákis. Cette figure de la gauche radicale grecque propose de plutôt *"changer la*

propriété du cloud capital" pour une vaste propriété publique numérique : "Nos municipalités peuvent créer leur propre application, en utilisant des codeurs locaux, des scientifiques de l'ordinateur locaux et toute application des municipalités pourrait agréger des services d'accès, des services de location, locations, d'appartements, de réservations d'hôtels..."

Le retour au féodalisme est une réflexion intéressante et il est urgent de réagir car au train où vont les choses, les états seront complètement relégués au rôle de subsidiaires des nouveaux seigneurs si ce n'est pas déjà fait avec des Elon Musk, Alexis Kohler lié au leader mondial des transports maritimes et secrétaire général de l'Elysée et bien d'autres tout comptes faits après le recyclage des dignitaires savants

économites nazis dans de très nombreuses instances européennes, mondiales (voir le livre Libre d'obéir de Johann Chapotot)

Voici venu le temps des seigneurs.

Ah oui bien entendu nous sommes toujours en démocratie, en République !

Interview dans *Les Couleurs de l'Info* avec Eddy Caekelberghs.

Merci à Mario

Marc Hébert

SOMMAIRE

Tout est en miettes.....	1
Coup de gueule pour le début d'année.....	3
<i>Le Témoin</i> de Joy Sorman.....	5
Si on réfléchit vraiment.....	6
Comment créer ma carte de fidélité... syndicale.....	8
L'imposture du détournement d'argent public vers le privé, ça suffit.....	9
La fin de l'hégémonie américaine.....	10
Le Techno-féodalisme.....	11

Notes de : « Si on réfléchit vraiment... » page 6

1. <https://www.cgt.fr/actualites/france/interprofessionnel/ecologie/lani-prend-le-mauvais-virage-de-la-transition-ecologique-en-entreprises>
2. <https://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/marine-le-pen-un-danger-pour-les-travailleurs-selon-les-patrons-de-la-cfdt-et-de-la-cgt-20220417>
3. <https://lejournal.cnrs.fr/nos-blogs/dialogues-economiques/balance-travail-capital-les-profits-grignotent-ils-les-salaires>
4. <https://www.cgt.fr/actualites/france/interprofessionnel/ecologie/lani-prend-le-mauvais-virage-de-la-transition-ecologique-en-entreprises>
5. Gilles Deleuze, Deux régimes de fous : Textes et entretiens, 1975-1995, éditions de minuit, Paris, 2003
6. <https://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/marine-le-pen-un-danger-pour-les-travailleurs-selon-les-patrons-de-la-cfdt-et-de-la-cgt-20220417>